Caisse Nationale de l'Assurance Maladie

des Travailleurs Salariés

Sécurité Sociale

Circulaire CNAMTS

Date :

02/03/73

Origine :

SDAM

MM les Directeurs
des Caisses Primaires d'Assurance Maladie
(pour attribution)
MM les Directeurs
des Caisses Régionales d'Assurance Maladie
(pour information)

Réf. :

SDAM n° 202/73

Plan de classement :

251

Objet :

SITUATION AU REGARD DE LA SECURITE SOCIALE DES VOLONTAIRES FEMININES
ACCOMPLISSANT UN SERVICE MILITAIRE ACTIF.

Pièces jointes :

--	--

Liens :

Date d'effet :

Date de Réponse :

Dossier suivi par :

Téléphone :

@

Direction de la Gestion du Risque

02/03/73

Origine :
SDAM

MM les Directeurs
des Caisses Primaires d'Assurance Maladie
(pour attribution)
MM les Directeurs
des Caisses Régionales d'Assurance Maladie
(pour information)

N/Réf. : SDAM n° 202/73

Objet : Situation, au regard de la Sécurité Sociale, des volontaires féminines accomplissant un service militaire actif.

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la situation, au regard de la Sécurité Sociale, des volontaires féminines accomplissant un service militaire actif.

Le décret n° 71-219 du 17 novembre 1971, portant organisation du service national féminin, précise dans quelles conditions des jeunes femmes peuvent demander à servir volontairement au sein des forces armées, en vue d'y accomplir un service militaire actif d'une durée égale à celle qui est prévue pour les appelés, par l'article 2 du Code du Service National.

L'article 12 dudit décret prévoit que le personnel volontaire féminin reçoit, dans les conditions fixées par décret, une rémunération et, le cas échéant, les prestations nécessaires à sa subsistance, à son équipement et à son logement au lieu d'emploi.

A cet égard, le décret n° 72-320 du 26 avril 1972, fixant la rémunération des volontaires féminines en question, indique que les intéressées reçoivent la solde spéciale, ainsi que les indemnités ou prestations, réglementairement attribuées aux militaires appelés.

Compte tenu des textes susmentionnés, les services ministériels viennent de me faire connaître qu'après un nouvel examen de la question, la situation des volontaires féminines est bien assimilable, au regard de la Sécurité Sociale, à celle des appelés du contingent qui relèvent du service de santé des Armées.

Ma réponse du 21 août 1972 (bulletin juridique n° 37-72 - rubrique J bis 9), qui repose sur une interprétation tendant à assimiler les intéressées à des engagés, doit être considérée comme caduque.

Les dispositions de l'article L. 393 du Code de la Sécurité Sociale sont donc applicables aux volontaires féminines accomplissant un service militaire actif.

Par ailleurs, je crois utile d'ajouter que les intéressées pourraient, le cas échéant, bénéficier des dispositions du décret n° 72-183 du 6 mars 1972, accordant des allocations aux militaires et à leurs familles ne bénéficiant d'aucune protection sociale (cf. bulletin juridique n° 12-72 - rubrique 016 blanc).